Elections Législatives des 4 et 11 Mars 1973

FRONT NATIONAL

2e Circonscription des Yvelines

Candidat

Christian PRADE

CHRISTIAN PRADE
27 ans. Dirigeant d'entreprise. D.E.S. Sciences Économiques. D.E.S. de Sciences Politiques. Ancien président de la corporation des étudiants en droit. Vice-président d'une importante association de locataires.

SUPPLÉANT :
PHILIPPE PIZANO
Instituteur à Chatou. Spécialiste de l'enfance inadaptée.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Philippe PIZANO et moi-même sollicitons votre vote, car nous pensons que vous refuserez, d'une part, le totalitarisme collectiviste nuisible de la gauche, et que vous ne ferez plus confiance à une majorité décevante, affaiblie par les scandales et qui a laissé se développer dans le pays un climat de violence et de subversion.
Ce gouvernement, par affairisme, a ignoré certains principes essentiels à la conduite du pays. Cette non-application a eu d'importantes répercussions pratiques au niveau de la vie de tous les jours. Ne disposant que de peu de place pour énoncer nos solutions, nous en avons sélectionnées quelques-unes qui nous paraissent les plus liées à la vie de la circonscription. Cette liste n'est pas limitative, c'est pourquoi nous avons mis à votre disposition un centre de réponse téléphonique aux heures ouvrables pour vous préciser nos options. Nous espérons que vous serez nombreux les 4 et 11 mars à nous approuver.

Christian PRADE — Tél. 258.59.18

« Il convient de faire confiance à ces hommes jeunes et aguerris des problèmes économiques, politiques et d'enseignement.
Face à la montée subversive de la gauche, et à la politique désastreuse du gouvernement, représenté ici par un candidat usé, ils représentent la chance de la France. »

Professeur Jacques MARTIN

Pourquoi nous présenter aux suffrages de nos concitoyens ? Parce que nous croyons qu'il est temps pour les Français normaux — pour les gens comme vous et nous — d'intervenir dans la vie publique de notre pays.

La crise dont souffre la France n'est pas tellement politique ou sociale. C'est une crise morale qui met en cause les valeurs fondamentales de notre société. Sans doute, l'évolution du monde moderne trouble partout les esprits et perturbe les mœurs. Mais c'est justement le rôle des Pouvoirs publics de maîtriser cette évolution et de sauvegarder les principes qui nous ont faits ce que nous sommes, et dont l'oubli conduit à la décadence.

Un bilan de désordre et d'injustice

Les scandales financiers et administratifs se sont multipliés. L'Éducation nationale est livrée à l'anarchie et à l'absurdité. Les banques règnent sur notre économie, au détriment des producteurs de la richesse nationale, ouvriers, cadres et patrons. Les chefs de la C.G.T. communiste et de la C.F.D.T. gauchiste sont devenus les interlocuteurs privilégiés d'un Pouvoir incohérent. Les classes moyennes, les professions libérales, les commerçants et les artisans se voient écrasés par une fiscalité arbitraire et paralysés par des règlementations absurdes et tyranniques. La hausse du coût de la vie et l'inflation ne sont que les conséquences obligatoires d'un budget public écrasant, caractérisé par l'étatisme, le dirigisme, l'imprévoyance et le gaspillage. La ménagère en paye chaque jour le prix exorbitant, et le contribuable chaque année, lorsqu'il n'a pas la chance d'être un privilégié du système.

Le gouvernement — notamment son vrai maître, le ministre des Finances — s'attribue le mérite de l'expansion économique qui permet encore à la France de supporter tant bien que mal son oppression. C'est faux : l'expansion, vous le savez bien, est due à la volonté de vivre des Français, à leur dynamisme, à l'initiative des chefs d'entreprise, à la compétence des cadres, au travail des ouvriers et des employés, aux réussites de nos chercheurs. C'est cette expansion fondée sur l'effort commun — et non sur les discours ministériels — qui conditionne le progrès social auquel nous aspirons tous.

D'abord, défendre les Français

Qui oserait prétendre que les Français ont été défendus par les députés élus en 1968 et qui ont trahi la confiance du peuple ? Défendus contre l'injustice administrative et l'oppression fiscale ? Défendus contre la tyrannie des technocrates et la gabegie ? Défendus contre la toute-puissance de l'argent, contre la spéculation et contre les scandales ? Défendus contre la pornographie, l'immoralité, la drogue et la criminalité ? Défendus enfin contre l'invasion de leur vieux pays par une foule d'indésirables ?

VOTEZ POUR VOS IDEES

Contre l'invasion de la France par les indésirables

Les Français ne sont ni xénophobes, ni racistes. De tout temps, ils ont accueilli généreusement les immigrés honnêtes et laborieux. Ils tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utile à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation.

Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée.

Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons-à-rien, aux tarés, aux délinquants, aux criminels... Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans tant de quartiers où les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables.

A ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières des candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle – sanitaire, professionnel et judiciaire.

Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate par mesure administrative des immigrés condamnés de droit commun, des « chômeurs » perpétuels, des étrangers convaincus d'agitation politique, quelles qu'en soient les tendances.

Tout cela, vous le pensez. Quel candidat vous en parle ? Et il s'agit pourtant d'un problème vital pour le présent et pour l'avenir de la nation.

Ce que nous pouvons faire

Sans démagogie, nous sommes convaincus qu'un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints, soit qu'ils dépendent uniquement d'une décision gouvernementale ou du Parlement, soit qu'ils n'imposent pas de charges publiques excessives, soit qu'ils permettent même d'appréciables économies budgétaires. A savoir, dans divers domaines :

- Abrogation de la loi d'orientation dite loi Edgar Faure, qui a désagrégé nos institutions scolaires et universitaires, livré l'enseignement au marxisme, confié les programmes à des fous ou à des clowns, introduit officiellement la politique à l'école et au lycée, substitué l'éducation sexuelle à l'éducation tout court.
- Égalisation des mesures obligatoires de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse) pour toutes les catégories de travailleurs, salariés, commerçants, artisans, etc... les mesures complémentaires facultatives relevant des possibilités et de l'initiative de chacun et d'une gestion mutualiste ou privée.
- Libéralisation et clarification des lois et règlements d'incidence économique et professionnelle, aussi bien en ce qui concerne l'industrie, l'artisanat et le commerce, que les carrières libérales, médicales, paramédicales, indépendantes, etc...
- Réduction des pénalités en matière de contributions ou charges sociales et humanisation des procédures.
- Règlementation de la grève dans les services publiques, assortie de l'institution de tribunaux sociaux d'arbitrage des conflits totalement indépendants du gouvernement, des administrations en cause et des syndicats intéressés. Nul ne peut être juge et partie.
- Répression conforme aux rigueurs de la loi des crimes de sang, du trafic de drogues, des attentats sexuels, des trafics d'influence et prévarications.

Ce que nous devons empêcher

La majorité sortante, au pouvoir depuis 15 ans, porte la responsabilité de la menace du Front Populaire qui pèse sur le pays. Ce sont ses erreurs, ses carences et ses fautes qui se trouvent à la base des mécontentements exploités par l'alliance contre nature socialo-communiste.

Le programme commun de la gauche relève de la mystification. Ses propositions ont été chiffrées. Elles exigeraient au minimum, dès la première année, un accroissement de 15 % du revenu national, ce qui est impensable. Les nationalisations prévues aboutiraient à une désorganisation de la production, à la régression économique, à la spoliation, à la baisse du niveau de vie des masses, à la dégradation de la monnaie, à la ruine des retraités et des épargnants.

Mais il ne s'agit là que d'un miroir aux alouettes. Les communistes au pouvoir, ce serait, à bref délai, l'élimination de leurs « alliés » socialistes, le parti unique, le syndicat d'État, la dictature, le totalitarisme, la liquidation des libertés publiques, personnelles, religieuses et culturelles. Nous ne polémiquons pas : c'est la réalité constatée dans tous les États soumis à la tyrannie marxiste.

Barrer la route aux communistes, malgré les propos tranquillisants de M. Marchais et de M. Duclos, c'est le premier devoir, c'est l'intérêt des électeurs conscients.

Votez pour vos idées

Le mode de scrutin actuel vous permet, au premier tour, d'exprimer vos opinions, sans calcul et sans crainte, de donner toutes ses chances pour le second tour au candidat dont vous partagez les idées. Ne vous laissez pas influencer par les fausses habiletés des politiciens. Votez utile, c'est d'abord voter honnête et clair. Si vous croyez que nous avons raison, si vous estimez justes et nécessaires les positions du Front National, brisez l'équivoque. La Droite française, c'est-à-dire la vraie majorité du corps électoral, a trop longtemps voté pour des candidats U.D.R., U.R.P., centristes et autres faux-nez, prêts à tous les reniements et à toutes les compromissions.

Et si vous n'êtes pas d'accord permettez-nous de vous remercier de l'attention que vous venez de nous accorder.

AVEC LE FRONT NATIONAL